

# KLASK HA DISTRUVT

La critique est émancipatrice,  
elle est aussi l'émancipation de ce qui est nié.

"Dans la mesure où la critique détruit ce qui nie,  
.....



dans la mesure où elle est destructrice." John Holloway (Changer le monde sans prendre le pouvoir, p.167)

## Pennad-stur

**T**rompetoù an Apokalis. Krog int da seniñ ; adkanomp a-unvouezh : kleñved ('ba 'r broioù pinvik), enkadenn ekonomikel ar bed (labour muioc'h evit esperiñ miret da vicher), Talibaned war-nes kaout an armoù nukleel (mollah Omar in da house), politike-rien war an diskar oc'h embann emañ an emsav o ren, ar blackout pe da feskennoù en toull-bac'h evit un nebeud mp3. Brav ar vuhez avat ! Dizarbenniñ a ra ar Stad c'hall deus tout ; trugarez d'ar vro prepart ar gwellañ 'ba 'r bed, forzh petore darvoud 'vije ; trugarez d'ar pourvezer – discoursus – a frankizoù ; trugarez da lakizien ar Republik, prest da lakaat dorn veñjer ar Reson da bilat an difreterien a bep sort ; ha trugarez 'benn fin d'an darn vrasañ n'eo ket ken sioul-se er c'houlz-mañ, evit pleal ken nebeud gant kerzh ar reoù all.

Feiz, evürusamant, « stourm 'h a d'ober an amzer a-vremañ ; dimp eo an amzer da dont » (Ernesto Guevara). Dalc'homp asambles gant hom hent er mare trubuilhet-mañ. Diwar ar sklabez ideologel hag an tortañ 'day war-wel emic'hañ avañturioù meur an amzer da dont !

## Édito

**T**rompettes de l'Apocalypse. Les voici sonner ; reprenons le refrain en cœur : épi-  
démie (en pays riches), crash économique planétaire (travaille plus pour espérer garder ton boulot), Talibans aux portes d'un arsenal nucléaire (mollah Omar in da house), poli-  
ticiens en déclin criant à un climat d'insurrection, le blackout ou tes fesses en prison pour quelques mp3. Mais la vie est belle ! L'État français a réponse à tout ; merci au pays le mieux préparé du monde, en toutes circonstances ; merci au pourvoyeur – désintéressé – de Libertés ; merci aux sbires de la République, prêts à faire s'abattre le poing vengeur de la Raison sur les agitateurs de tous bords ; et enfin merci à la majorité plus vraiment si-  
lencieuse ces temps-ci, pour son intérêt très limité envers la condition d'autrui.

Mais heureusement « le présent est fait de lutte ; l'avenir nous appartient » (Ernesto Guevara). Continuons ensemble notre périple en ces temps troubles, du chaos idéologique et de l'indécision émergerons peut-être les grandes aventures de demain !

*Taliesinn*

[klask-ha-distruj@riseup.net](mailto:klask-ha-distruj@riseup.net)  
<http://klaskhadistruj.zblog.com/>



*Kan ha diskan (Correspondances Grall-Glenmor), établies par Mikaela Kerdraon, éditions Coop Breizh, 2007*

Cet ouvrage (que j'ai dévoré !) retrace par un grand nombre de textes et de lettres l'amitié particulièrement forte qui lia Xavier Grall à Glenmor. Plus qu'un simple recueil, ce livre est un hommage fort, beau, émouvant, à ces deux figures de la Bretagne insoumise, Grall le poète et journaliste à la prose splendide, Glenmor le barde révolté du Poher, qu'unissaient le lyrisme et une commune volonté de défendre une Bretagne humiliée. Leur révolte, qui se cristallisa dans l'aventure qui fut la publication du périodique *La Nation Bretonne* en 1970-71, était nationaliste et revendiquée comme telle. Mais toujours elle s'accompagna d'une ouverture à l'autre et se fit dans une perspective progressiste et internationaliste nettement affichée, en rupture avec la tradition conservatrice d'une bonne partie du mouvement breton. Ceci fait de ces deux poètes des emblèmes de la Bretagne vivante et debout, ouverte sur le monde et désaliénée, et des références pour notre combat, malheureusement toujours d'actualité, pour le respect de la personnalité de la Bretagne.

Kan ha diskan, correspondances Grall-Glenmor .....	2
Drouklazhoù e Moskou .....	2
RFID : little brothers are watching you .....	3
Moarvat n'eus ket eus Doue .....	6
Obéissance, torture... et vous ? .....	7
Ouest-France : pour Dieu, l'Ouest, la France et la thune .....	8
Anonymizing proxies .....	11
Anarchists against the wall .....	12
Gresia .....	13
Crise en Guadeloupe .....	14
Les armes de la police .....	15

Graet eo bet Klask ha distruj gant ar poelladoù dieub-se : Scribus, The Gimp, hag OpenOffice, war ur sistem GNU/Linux Ubuntu.

Klask ha distruj a été réalisé à l'aide des logiciels libres suivants : Scribus, The Gimp, et OpenOffice, sur un système GNU/Linux Ubuntu.

*Brenn*

# DROUKLAZHOÙ E MOSKOU



D'al lun 19 a viz Genver oa bet lazhet Stanislas Markelov hag Anastasia Babourova 'barzh ur straed en Moskou. Stanislas Markelov oa alvokad ar familh Kungayev, o merc'h oa bet drouklazhet gant ar c'horonal Boudanov pa oa hemañ o « naetaad » ruz en Tchetchenia. Boudanov oa 'paouez bezañ laosket 'maez deus an toull-bac'h. Markelov noa lakaet 'barzh e soñj herzel kement-mañ ha evit se oa o prepariñ un emvod gelaouiñ. War an hent da vont d'an emvod-se eo bet tennet

gant ur bistoled 'barzh e benn. Anastasia Babourouva oa gant Markelov, aet oa war-lec'h an drouklazher evit klask hadkaout anezhañ met dezhi 'neus graet memes mod ivez... Anastasia oa anarkour. N'eus ket pell c'hoazh oa o tennañ poltreoù (kazetennerez oa-hi) deus un oberenn en Moskou evit soutenn tud Tarnac, aozet gant komite skoazell Moskou ma oa just a-walc'h ezel diontañ.

*o δερβίτης*

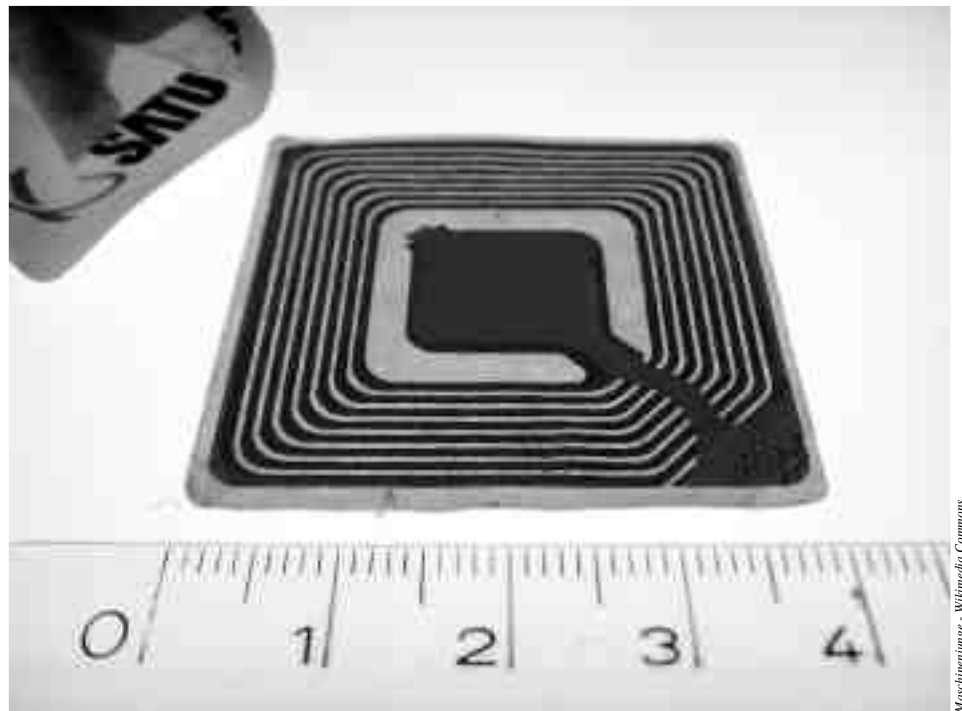
# RFID : LITTLE BROTHERS ARE WATCHING YOU

Alors ça c'est un truc dont j'ai découvert l'existence il y a peu de temps, et ça m'a fait flipper grave. Je pensais que ça restait pour le moment de la science-fiction et qu'on avait encore le temps de voir venir. Mais non, c'est déjà une réalité, et depuis quelques années déjà. Je parle de la technologie RFID et de l'implantation de puces électroniques sur les gens. J'en ai appris l'existence par hasard, au cours de mes innombrables heures perdues sur Internet, dans un reportage Arte de Étienne Labroue intitulé *Total contrôle*. Voyons un peu de quoi il s'agit.

## Qu'est-ce que c'est ? Comment ça marche ?

RFID signifie *Radio Frequency Identification*, identification par fréquences radio. Une étiquette RFID se compose d'une puce et d'une antenne. C'est en fait un système qui permet d'identifier des « objets », à l'instar d'un code-barre. Mais à la différence d'un code-barre, une étiquette RFID possède un identifiant unique. C'est-à-dire que là où un code-barre peut signifier « pizza quatre saisons de telle marque » et c'est tout, une étiquette RFID signifiera « pizza quatre saisons de telle marque, produite dans telle usine, à telle date et telle heure, etc. » C'est la pizza elle-même, en tant qu'objet unique, qui est repérée, et non pas un type de produit. Autre différence, une étiquette RFID peut être lue à distance, et plusieurs étiquettes peuvent être lues en même temps (la technologie n'est cependant pas encore tout à fait au point et des interférences peuvent apparaître).

Il existe plusieurs types d'étiquettes, classées selon leur fréquence d'émission (basse, haute, très haute), et qui se distinguent par des coûts et des distances de lectures dif-



Mascheringer - Wikimedia Commons

férentes. La distance de lecture varie de moins d'un mètre à plusieurs mètres. On distingue également les étiquettes dites « actives », dotées d'une alimentation et émettant plus loin, et les étiquettes « passives », moins chères, et dont l'énergie nécessaire au fonctionnement est fournie par le lecteur.

## À quoi ça sert ?

La première utilisation de la RFID est logistique. Elle est massivement utilisée pour la gestion des stocks et permet de suivre l'acheminement des marchandises. On l'emploie également pour le courrier et le tri postal, ain-

si que dans l'industrie du bagage, l'accès au transport public sans contact (ex. la carte Navigo de la RATP), les postes de péage automatiques des autoroutes, les bibliothèques, les clés de voiture, etc.

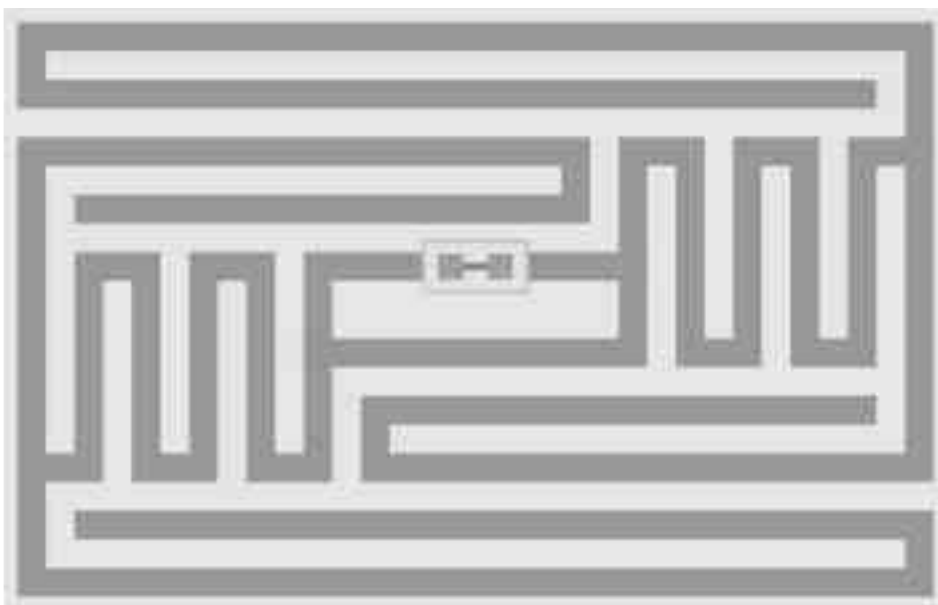
L'objectif est également d'en généraliser l'usage dans les supermarchés. Comme l'explique le directeur de Electronic Payments for Supervalu (Supermarkets), Inc. : « La RFID est une autre technologie que les supermarchés utilisent déjà à plusieurs endroits de leurs magasins. Nous pouvons imaginer un jour où les consommateurs iront dans un magasin, choisiront des produits, dont l'emballage contiendra des codes UPC à basse fréquences radio, et sortiront du magasin sans même passer par une ligne de contrôle ou indiquer leur nom sur un formulaire. »

Il est également prévu d'en implanter dans les billets de banque, afin de suivre leur parcours de manière très détaillée.

Le principal frein aujourd'hui à l'utilisation massive de cette technologie est son coût qui reste pour le moment assez élevé. Actuellement, le coût d'une étiquette basse fréquence oscille entre 0,20 et 0,80 \$, soit entre environ 0,16 et 0,63 euro.

## Mais tout ça c'est bien pratique !

Eh oui, mais il y a toujours des grincheux pour râler. Écoutons ce qu'en pense Katherine Albrecht, de l'association SpyChips, dans *Total contrôle* : « Cette technologie est parfaite pour pister quelque chose ou quelqu'un, c'est très efficace pour un tel objectif.



Wikimedia Commons

C'est pour cette raison que Wal Mart l'utilise pour suivre les paquets qui arrivent dans leurs entrepôts. Mais cela donne aussi aux compagnies la possibilité de suivre à la trace leurs clients. [...] Aujourd'hui votre canette de soda et la mienne ont le même code-barre. Avec les étiquettes RFID, chaque canette aura son numéro individuel et unique. Pas un objet sur terre n'aura le même numéro. Quand j'achète une paire de chaussures, on peut savoir que l'article 308-247 correspond à la chaussure droite de Katherine Albrecht, car elle l'a payée avec sa carte de crédit à telle date et à

tel endroit. Dans l'avenir, je pourrais être pistée. Si l'un des lecteurs d'identification RFID lit ce numéro, on verra qu'il correspond à ma chaussure droite, qui se trouvait à tel endroit. On verra ainsi qu'il y a de fortes chances que je portais cette chaussure à cet instant T. »

On peut encore citer d'autres exemples d'utilisation : le portable de Nokia avec lecteur RFID qui inventorie les objets « taggués » autour de nous et transmet ces données à distance, le dispositif « Person Tracking Unit » d'IBM permettant de scanner les éti-

quettes sur les éléments d'une foule pour suivre les mouvements dans les lieux publics, les billets de la Coupe du Monde 2006 avec moucharaf pour faciliter le suivi des supporters, etc. Un collègue américain a même imposé le port d'un badge RFID à ses élèves, pour faciliter l'intendance de l'établissement et le contrôle des absences, mais aussi pour suivre leurs déplacements afin de lutter contre le vandalisme.

Notons aussi que l'utilisation massive de la technologie RFID représente un marché énorme, et que les considérations éthiques de

Voici la traduction d'une partie de la FAQ du site [spychips.com](http://spychips.com) :

**Q : Comment puis-je savoir s'il y a une puce RFID dans mon/ma \_\_\_\_\_ ?**

R : Puisqu'aucune loi n'oblige les industriels à vous informer lorsqu'ils ont inséré une puce RFID dans un produit ou son packaging, la seule solution pour un-e consommateur-trice lambda de savoir si un produit contient une puce est de regarder avec ses propres yeux [...]. La bonne nouvelle est que la plupart des dispositifs RFID utilisés commercialement aujourd'hui ont une antenne heureusement peu discrète, dont la taille s'échelonne entre celle d'un ongle à celle d'une feuille de papier. Si vous suspectez un objet de contenir une puce RFID cachée, voici quelques indices de recherche : examinez attentivement la moindre étiquette ou le moindre autocollant sur l'objet. Détachez-les et observez-les à la lumière. Voyez-vous des lignes plates, sombres ou métalliques, qui convergent vers un point central ? Si c'est le cas, il est possible qu'il s'agisse de l'antenne d'une puce RFID. La méthode la moins compliquée de vérifier la présence de puces RFID dans des chaussures consiste quand même à en retirer une partie de la semelle ou bien de les passer aux rayons X. Le problème avec les puces RFID est qu'elles peuvent être incorporées dans du plastique, de la mousse, du caoutchouc ou encore d'autres matériaux, à l'usine de fabrication. À moins de détruire les chaussures ou de les passer aux rayons X, il est vraiment difficile de repérer une puce profondément incorporée [...]. Si l'objet est en carton, examinez d'abord sa surface. Voyez-vous un petit conteneur en plastique plat, de couleur claire, et de la taille d'une tête d'allumette, fixé quelque part sur le carton ? Si oui, est-il accroché à une antenne plate et métallique, ou à de l'encre vaporisée gris mat ? Si c'est le cas, vous avez certainement affaire à une étiquette RFID. Séparez les différentes épaisseurs du carton et recherchez une antenne espionne incorporée. Des rumeurs affirment que International Paper, un sponsor de l'Auto-ID Center [le groupe de recherche formé en 1999 par le MIT (Massachusetts Institute of Technology, inventeur de la technologie RFID) et ses partenaires industriels, NdT] qui fabrique des emballages pour biens de consommation, entre autres, pourrait concevoir des moyens d'incorporer les étiquettes RFID directement dans le papier ou le carton de l'emballage. Si vous avez accès à une machine à rayons X (c'est-à-dire si vous êtes vétérinaire ou chiropracteur), vous pouvez y passer les objets, à la recherche d'étiquettes RFID. Puisque la plupart des antennes sont à base de métal, vous devriez ainsi pouvoir repérer une étiquette RFID. De nouveau, recherchez une antenne qui converge vers une puce centrale de très petite taille. [...] Notez que certaines puces très élaborées, issues de départements de défense ou de recherches universitaires, n'ont pas d'« antenne espionne » car l'antenne est intégrée dans la puce elle-même. Ces dispositifs peuvent être si petits qu'ils seraient presque impossible à repérer.

**Q : Que faire si je trouve une puce RFID ? Puis-je la détruire ou la mettre hors d'usage ?**

R : Vous pouvez mettre hors d'usage une puce, pour n'importe quelle raison, en la déconnectant de son antenne. C'est généralement assez facile quand la puce est placée sur une étiquette RFID (toutes les antennes la rejoignent). Une fois repéré le minuscule carré noir, vous pouvez l'extraire à l'aide d'une paire de ciseaux ou d'un couteau. Pour s'assurer que cette minuscule puce ne puisse pas ensuite être lue (si on considère qu'un dispositif aussi petit puisse être retrouvé), vous pouvez la transpercer d'une aiguille, l'écraser ou la pulvériser. (NB : bien que brûler une puce ou la passer aux micro-ondes puisse la détruire, nous ne recommandons pas ces méthodes en raison des risques d'incendie. Voir ci-dessous.) Ne tentez pas de la « noyer » car les puces RFID ne sont généralement pas détruites avec l'eau. Approcher un aimant de la puce ne sera pas plus efficace.

**Q : Puis-je passer les objets au four micro-ondes afin de détruire les étiquettes RFID cachées qu'ils pourraient contenir ?**

R : Bien que passer une étiquette RFID aux micro-ondes la détruira (un four micro-ondes émet de l'énergie électro-magnétique à haute fréquence qui surcharge l'antenne, et éventuellement fait sauter la puce), il y a de forte chance que l'étiquette prendra feu auparavant. La difficulté à détruire une puce RFID cachée est l'une des raisons pour lesquelles il faut une législation illégalisant la dissimulation de puce dans des objets.

**Q : Y a-t-il des produits ne pouvant être munis de puce ?**

R : Il est particulièrement difficile d'équiper de puce les objets contenant du LIQUIDE ou du MÉTAL. Les liquides ont tendance à absorber l'énergie électromagnétique nécessaire à l'activation de la puce, tandis que le métal a tendance à la réfléchir et la renvoyer dans des directions imprévisibles. Ces problèmes sont susceptibles de créer des interférences dans le signal RFID envoyé par la puce au lecteur. Des recherches sont en cours pour résoudre ces problèmes. Vous pouvez utiliser cette information au sujet du métal à votre avantage : votre magasin a-t-il récemment été réorganisé, en remplaçant les rayonnages traditionnels en métal par des rayonnages en plastique flambants neufs, afin d'empêcher les interférences avec les transmissions RFID.

**Q : Un aimant peut-il effacer une puce ?**

R : Non, les puces ne sont pas encodées magnétiquement. Passer un aimant sur la puce ou utiliser un effaceur de bandes ne l'affectera pas.

**Q : Les puces dans les vêtements résistent-elles à la machine à laver et au sèche-linge ?**

R : Oui. De nombreuses étiquettes RFID sont conçues pour résister à plusieurs années d'utilisation normale, y compris le lavage et le séchage. En fait, nous savons qu'il existe au moins une entreprise de location d'uniforme qui utilise des puces RFID pour assurer le suivi de leur stock. Les puces résistent aux manipulations brutales et aux lavages industriels.



quelques casse-pieds sont bien négligeable face à la perspective de ces nouvelles sources de bénéfices.

En France, la CNIL considère que les étiquettes RFID sont des données personnelles au sens de la loi Informatique et Libertés. La communication du 30 octobre 2003 de M. Philippe Lemoine, commissaire de la CNIL, sur le sujet de la radio-identification identifie 4 pièges qui concourent à minorer le risque que présente cette technologie en matière de protection des données personnelles et de la vie privée : l'insignifiance (apparente) des données, la priorité donnée aux objets (en apparence toujours vis-à-vis des personnes), la logique de mondialisation (normalisation technologique basée sur un concept américain de « privacy » sans prise en compte des principes européens de protection de la vie privée) et enfin le risque de « non vigilance » individuelle (présence et activation invisibles).

En effet, dans la mesure où la lecture d'une étiquette RFID se fait à distance et sans nécessiter de contact visuel, il est tout à fait possible de « scanner » les objets que porte une personne à son insu. On peut par exemple imaginer qu'un vendeur en librairie me propose le livre *1001 recettes de pizza*, parce que son ordinateur lui aura signalé que j'ai une pizza 4 saisons dans mon sac... Les étiquettes RFID mettent notre vie privée à la vue de n'importe qui, pourvu qu'il soit équipé d'un lecteur RFID.

#### Identifier les animaux... et les êtres humains

Mais les puces RFID sont aussi implantées dans l'organisme d'êtres vivants. Elles sont utilisées dans l'élevage à des fins de traçabilité, mais aussi pour l'identification des animaux domestiques, comme alternative au tatouage.

Plus inquiétant encore : dans certains domaines, l'implantation de puces dans des êtres humains est déjà en place. L'une des premières applications est médicales : la lecture

de la puce, liée à une connexion à une base de données, permet d'accéder au dossier médical de la personne, en cas d'accident par exemple. Le reportage Total contrôle évoque le cas de Mexico où environ un millier de personnes sont « pucées », principalement pour raisons médicales. Les personnes qui risquent d'être victimes d'enlèvement ont également recours à cette technologie. Autre exemple proposé par le reportage, et là c'est vraiment atterrant : dans une boîte de nuit espagnole, c'est une puce RFID implantée dans le bras qui permet l'accès à la zone VIP, et elle sert également de moyen de paiement.

Le but final est la généralisation totale de l'implantation des puces RFID, ainsi que son utilisation conjointe avec la géolocalisation par satellite. Voici ce que nous propose Sergio Clavan, un ingénieur de l'entreprise mexicaine Solusat : « Dans le futur – et je parle d'un futur très proche –, on peut imaginer des applications avec des puces qui contiendront toutes tes informations personnelles. Ton passeport. À Mexico, par exemple, nous travaillons avec l'Institut fédéral électoral. La puce pourra servir à la fois de carte d'électeur et de carte de crédit. On peut aussi imaginer implanter une puce sur un enfant ou un adulte, et installer des lecteurs un peu partout dans la ville, dans les boutiques, les édifices publics, etc. Au moment où la personne implantée passera à proximité d'un de ces lecteurs, le dispositif détectera automatiquement sa présence, puis transmettra l'information à une base de données qui permettra de localiser la personne en temps réel. »

Ce à quoi répond Katherine Albrecht : « Quand les spécialistes de la RFID, de la vente ou ceux qui travaillent dans le domaine de la surveillance parlent du futur, ils parlent d'un monde dans lequel à chaque fois que vous franchirez une porte, que vous vous promènerez dans un parc ou que vous vous baladerez dans la rue, un ordinateur quelque part vous regardera, il enregistrera chacun de vos



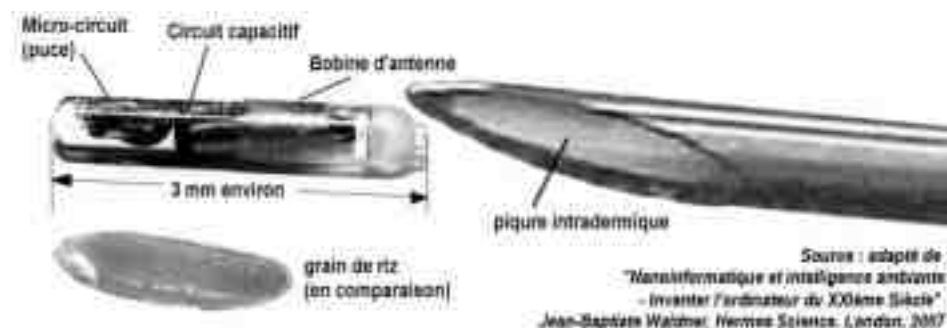
mouvements, et conservera des informations sur tout ce que vous portez et utilisez, jusqu'au point de connaître la taille et la couleur de vos sous-vêtements. Cette vision du futur que les partisans de la RFID nous imaginent me paraît effrayante. Dans ce futur, il n'y aura plus de confidentialité, nos enfants grandiront sans même savoir ce qu'était l'intimité. Malheureusement quand vous utilisez ce type de surveillance, alors ceux qui collectent l'information ont le pouvoir. En fin de compte, cela permet aux sociétés les plus influentes et aux gouvernements de pouvoir en abuser et de l'utiliser contre la population. »

#### Que faire ?

On pourra répondre que de toute façon, on est déjà tous potentiellement surveillés et fichés. Et c'est vrai qu'entre les cartes bancaires, Internet, les téléphones portables, les caméras de surveillance, etc., on peut se sentir impuissant face à des technologies de plus en plus intrusives, et de moins en moins repérables et compréhensibles par le commun des mortels. D'où l'importance d'essayer de se tenir informé sur tous ces sujets, et de ne pas se contenter du discours officiel des industriels et des gouvernements. Ensuite, à nous d'imaginer individuellement et collectivement comment protéger nos vies privées et nos libertés... Vaste programme...

Kurunig

PS : On me signale dans l'oreillette qu'il existe des appareils permettant de désactiver les puces RFID, et qu'il est même possible d'en fabriquer soi-même (je n'ai pas essayé). Une recherche « RFID zapper » dans votre moteur de recherche préféré vous en dira plus !



#### RFID = Satan

Heureusement, nous ne sommes pas seuls dans notre combat ! En effet, d'après le-monde.fr (10/04/2006), la droite protestante américaine mène campagne contre les puces RFID. L'Ancien Testament ne dit-il pas : « [La marque de la Bête] Elle obligea tous les hommes, petits et grands, riches et pauvres, libres et esclaves, à recevoir une marque sur la main droite ou sur le front, afin que nul ne puisse acheter ou vendre s'il ne possédait cette marque, qui est le nom de la Bête ou le chiffre de Son nom. » Hum...

#### Sources :

Total Contrôle de Étienne Labroue, diffusé sur Arte  
[www.rfidfr.org](http://www.rfidfr.org)  
[www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)  
[www.spsychips.com](http://www.spsychips.com)  
 La brochure *RFID / INES, la police totale* ([http://infokiosques.net/article.php?id\\_article=349](http://infokiosques.net/article.php?id_article=349))

# MOARVAT N' EUS KET EUS DOUE

Neuze paouez d'ober gwad fall hag 'z pezh plijadur !

Amañ da heul zo fotoioù kirri-boutin ur c'hampagn di-doue hag a zo bet aozet gant ur gazetennerez eus Bro Saoz da gentañ, e penn kentañ 2009. War-lerc'h eo bet kemeret an ide gant tud eus a bop lec'h.

Amañ eo me, ba'r c'harr-bouhin didone ba London!



Hag aze on ba hini Barcelona!

Hag aze on e-kichen hini Madrid!



(Evit gwir eo savadennoù fotoioù. N'on ket bet ba Bro Saoz, na ba Katalunia, na ba Bro Spagn, o kemer fotoioù... siwazh !)

Ba Genova (Italia) noant bet c'hoant an atested da aozañ kirri-boutin ivez, met n'int ket deuet a-benn, blam d'ar maer, d'an eskop ha d'ar vlenierien karr-boutin memes, a oa a-enep. Grrrrrr ! 'Ba Berlin neunt bet diaezamachoù ivez. Met eüruzamant int deuet a-benn d'aozañ o c'hampagn, hag a-benn ar fin zo bet kampagnoù e-giz-se un tammig pop lec'h : Italia, Alamagn, Finland, Izelvroioù, Kanada, Kebek, Australia, Stadoù Unanet !...

Ba Sant-Brieg n'eus bet karr-bouhin didone ebet, met bezañ zo tud hag a beg pegsunioù!

(Hag aze n'eo ket ur savadenn : me eo evit gwir war ar foto.)

Plijet on bet gant ar c'hampagn-se, blam meus kavet anezhi « fresk » ha simpa. Deus un tu eo laouen ha skañv, ha deus un tu all e lavar d'ar veleien (ha d'an imamed, ha d'ar rabined...): « Ateisted omp, ha foug zo ennomp ! » Pop hini zo libr da grediñ en ar pezh a fell dezhañ-dezhi, evel just, met ai on skuizh o klevet harzhadennoù tud ar relijion ha neunt c'hoant da divizout hom buhezioù en hom lec'h.

Ar pezh a blij din kalz eo ar gêr « probably ». Diskouez a ra ne reomp ket four eus Doue. Ingal eo din hag-eñ zo anezhañ pe get : meus ket c'hoant da sentiñ diontañ ha setu tout. Meus ket ezhomm anezhañ. Re a draoù displijus zo war an douar, ha meump ket ezhomm ijinañ traoù ouzhpenn b'an oabl da blegañ hom fennoù diraze !



"Si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître." (Bakounine)

"No, I don't know that atheists should be considered as citizens, nor should they be considered as patriots. This is one nation under God." (Georges Bush, an tad)

[www.atheistcampaign.org](http://www.atheistcampaign.org)

# OBEISSANCE, TORTURE... ET VOUS ?

Allemagne du 3<sup>e</sup> Reich, Algérie en voie de libération, le Rwanda en guerre civile ou encore le très contemporain camp de Guantanamo, pour n'en citer qu'une poignée, autant de sinistres théâtres qui ont vu l'homme dégrader l'homme à un niveau et à des proportions qui semblent dépasser l'entendement. Le perpétuel balai des actes de barbarie nie l'enseignement historique de l'absurdité et de l'inutilité de tant de douleurs infligées. Pourtant, l'acteur final de sévices, ou la plus inoffensive – en apparence – chaîne de responsabilités dans l'accomplissement d'actes inhumains ne naît pas de génération spontanée lors de l'avènement de nouveaux conflits. Il est évidemment beaucoup plus rassurant pour le quidam de s'imaginer une prédestination à la condition de bourreau ; cela permet d'éviter de se poser les questions dérangeantes et fondamentales sur la complexité et le poids réel de la propagande, du conditionnement ou de la simple obéissance et de ses conséquences.

Cet encart se propose de rappeler la fameuse, inquiétante et parfois controversée « expérience de Milgram », du nom du psychologue américain Stanley Milgram (1933-1984) de l'université de Yale, traitant de la soumission à l'autorité. Elle fut menée en 1963 sur un panel de 40 hommes âgés de 20 à 50 ans, issus d'une petite ville des États-Unis.

## But :

Comme le souligne Milgram dans sa publication originelle, l'obéissance est un élément de base dans la structure courante de vie sociale. Son établissement fiable de 1933 à 1945 a permis le massacre sur commande de millions d'innocents. « Cette politique inhumaine a beau trouver son origine dans l'esprit d'une seule personne, elle n'a pu être menée à bien à large échelle que par le concours d'un très large nombre de personnes ayant obéi aux ordres. L'obéissance est le mécanisme psychologique qui lie l'action individuelle à l'objectif politique. » Le propos est alors d'étudier le comportement de sujets lambda face à des ordres mettant virtuellement en danger la condition physique d'autres individus.

## Méthode et protocole :

Les sujets (large panel de professions et de niveaux d'éducation) ont répondu à une annonce dans un journal, leur proposant de participer à une étude sur la mémoire et l'apprentissage, au sein d'un laboratoire de l'université de Yale. Le rôle du conducteur de l'expérimentation est joué par un enseignant de biologie de 31 ans.

Il est dit aux volontaires que seulement très peu de choses sont connues au sujet de

l'effet de la punition sur l'apprentissage, car presque aucune expérience scientifique n'a été effectuée sur des êtres humains. Le moyen est alors de faire se rencontrer des adultes de profession et d'âges différents, dont certains joueront le rôle d'enseignants et les autres d'apprentis; le sujet annoncé de l'étude est la mesure des effets de la punition sur la situation d'apprentissage. Les sujets, placés par deux, se voient donner un moyen de tirage au sort pour le rôle d'enseignant ou d'apprenti (le tirage est en fait truqué et l'apprenti est toujours un complice de Milgram qui simulera sa situation d'apprentissage et les réactions aux stimuli). Le sujet de bonne fois (maintenant devenu l'enseignant), le complice et le conducteur de l'expérience passent alors dans une pièce adjacente, où l'apprenti est placé et sanglé sur une chaise électrique. La chaise est liée à un générateur de chocs électriques présent dans une pièce vitrée où sont maintenant positionnés le sujet et l'expérimentateur.

La leçon administrée par le sujet consiste en la lecture d'une série de paires de mots à l'apprenti, puis en la lecture du premier mot d'une paire avec quatre termes. L'apprenti doit alors indiquer quel terme était originellement associé à ce premier mot, par le biais d'une commande placée face à lui.

Le générateur de chocs est composé de 30 interrupteurs, chacun clairement labélisé d'un voltage compris entre 15 et 450 volts ; de plus chaque groupe de quatre interrupteurs est désigné par une dénomination allant de « choc léger » à « Danger : choc drastique » (en passant par « choc fort » et « choc d'extrême intensité »). Tous les détails physiques du lieu ont été travaillés pour parfaire leur apparente réalité.

L'enseignant est appelé à déclencher un choc à chaque mauvaise réponse de la part de l'apprenti. De plus, il lui est demandé d'incrémenter le niveau de choc à chaque faute, tout en lisant le voltage avant de s'exécuter. Le complice simule bien entendu ses réactions en fonction de la charge électrique virtuellement administrée (de la protestation au fait d'être écrasé contre la chaise par la décharge). Quand le sujet se met à émettre des signes indiquant son hésitation à continuer l'expérience, l'expérimentateur prononce les quatre injonctions suivantes, dans l'ordre :

- Merci de continuer.
- L'expérience requière que vous continuiez.
- Il est absolument essentiel que vous continuiez.
- Vous n'avez pas le choix, vous devez continuer.

Si le sujet refuse d'obéir à la 4<sup>e</sup> injonction, l'expérience prend fin.

## Résultats :

La question qui intéresse le psychologue est bien entendu de savoir jusqu'où iront les sujets dans l'application de ce protocole compris par eux comme douloureux et punitif pour l'autre sujet placé face à eux. Il est intéressant de noter qu'au préalable, le protocole fut présenté à 14 psychologues confirmés de cette même université de Yale ; un fort accord naquit selon lequel seulement une insignifiante minorité des sujets iraient jusqu'au plus haut degré de choc (avec une moyenne évaluée à 1,2%). Informellement les questionnés avouent penser qu'extrêmement peu ou pas de sujets dépasseront la notation « choc très puissant ».

Les résultats sont saisissants – et c'est probablement ce qui a fait connaître cette étude – : ils dévient radicalement de la prédiction ; en effet, aucun sujet ne s'est arrêté avant le niveau de choc 20 (sur 30 donc). A ce niveau, la victime frappe le mur de sa cellule et ne répond plus aux interrogations. Sur les 40 sujets, le nombre effarant de 26 personnes ont obéi aux ordres jusqu'à la fin (choc maximal), et à ce point le conducteur de l'expérience y met fin. Les sujets montrent tous des signes d'extrême stress et de peur, mais ils ont obéi jusqu'au bout. 5 sujets seulement ont refusé d'aller au delà du 15<sup>e</sup> palier correspondant à une décharge de 300 volts.

L'homme apparaît donc ici aisément malléable, même sans conditionnement préalable ; ceci est peut être dû au prestige du lieu de l'expérimentation et à la croyance en l'accomplissement d'une tâche utile pour la connaissance. Qu'en aurait-il été dans une société fascisante ou d'information totalement biaisée – propagande – à des fins de contrôle politique des masses ? Probablement pas bien pire, et une énième réécriture de l'Histoire. L'étude a cependant ses détracteurs, attaquant certains points du protocole de test, et donc la validité des résultats finaux. La Sociologie a depuis largement questionné et creusé le sujet. Ce petit exposé n'est bien entendu pas présenté ici en tant que justification de l'injustifiable. J'aime à penser que l'ensemble complexe – mon être – modelé par mon éducation, ma culture, ma conscience et ma sensibilité me permettraient de m'opposer à de telles injonctions, quel qu'en soit le prix. N'est-ce pas, après tout, un peu de ce jugement et de libre arbitre qui caractérise notre espèce?

*Taliesinn*

## Référence :

Milgram, Stanley (1963).  
« Behavioral Study of Obedience ». *Journal of Abnormal and Social Psychology* 67: 371–378. doi:10.1037/h0040525

# OUEST-FRANCE

"Pour Dieu, l'Ouest, la France et la thune"

**O**uest-France est l'actuel leader de la presse quotidienne régionale (PQR) avec près de 800 000 exemplaires vendus par jour (8<sup>e</sup> rang en Europe). Bien plus qu'un simple quotidien, c'est un véritable empire qui s'étend à tous les médias (presse écrite, radio, télévision, Internet) et ne cesse de phagocyter ce qui reste de concurrence sur son territoire, l'« Ouest »<sup>1</sup>. Sa puissance de feu est devenue terrifiante. Au point par exemple que ses sondages soient régulièrement repris par les plus grands médias français (ou parisiens, c'est pareil). Cette situation de quasi-monopole sur l'information locale et régionale dans l'« West » lui octroie un poids considérable, notamment pour façonner et orienter l'opinion de ses lecteurs et des personnes soumises aux médias dans son orbite. Sa devise actuelle « Justice et liberté » paraît dès lors bien vide en regard de celle bien plus explicite des fondateurs, « Pour Dieu ! Pour le peuple ! Pour la France ! » (qu'on pourrait juste réactualiser et compléter en « Pour Dieu ! Pour l'Ouest ! Pour la France ! Pour la thune ! »).

## 1. L'empire

Créé en 1945 sur les cendres de *Ouest-Éclair*, le groupe Ouest-France était parvenu à être, à l'orée des années 2000, en position dominante sur le « Grantouest ». En 2005, année décisive, l'empire comptait deux quotidiens (*Ouest-France* et *la Presse de la Manche*), 39 hebdomadaires locaux (dont *Le Trégor*, *L'Écho de l'Armor* et *de l'Argoat*, *La Presse d'Armor*...), la radio Hit-West, le gratuit *20 minutes*, le site internet *maville.com* (qu'il vendait déjà à *La Voix du Nord* et *Nice Matin*), et divers magazines<sup>2</sup>. L'acquisition du pôle ouest de la Socpresse fin 2005 marque pour le groupe rennais le début d'un monopole de fait. Dans le paquet cadeau figurent trois quotidiens pesant en tout 200 000 exemplaires vendus par jour (*Presse Océan* basé à Nantes, *Le Courier de l'Ouest* basé à Angers, *Le Maine Libre* basé au Mans), deux imprimeries, une régie publicitaire et deux chaînes de télévision locale (Nantes7, Angers7). Le résultat est plutôt spectaculaire : presque toute la presse quotidienne lui appartient dans le « Big West » et il est un opérateur majeur de presse gratuite d'information ou d'annonces, de radios et télé locales, d'internet, et de presse hebdomadaire de proximité. Le chiffre d'affaire cumulé s'élève à 1 122 millions d'euros pour l'année 2006, plutôt pas mal pour l'« association [loi 1901 !] pour le soutien des principes de la démocratie humaniste », propriétaire absolue de *Ouest-France*<sup>3</sup>.

Une telle concentration de médias locaux et

régionaux, que le P.-D.G. François-Régis Hutin avait poliment qualifiée de « pluralisme atténué », offre des possibilités particulièrement intéressantes en terme d'économies d'échelle, de publicité (la concentration permet la diffusion d'une même annonce sur plusieurs supports, et la multiplication des ventes permet de valoriser le tarif des encarts publicitaires...), et en terme d'information (une même information peut ainsi être reprise à la fois par le quotidien principal et l'ensemble des quotidiens, le journal gratuit, le site internet, les télé locales...). Le pluralisme médiatique n'est dès lors plus qu'un lointain souvenir, ce dont se défend pourtant un Hutin se posant en sauveur de l'information et de la démocratie dans « Loueste » (comme à un comité d'entreprise début 2005, où il annonce sans rire qu'il faut « permettre la survie et, dans l'avenir, le développement des titres et des entreprises au service d'une information de qualité dans l'Ouest et avec la volonté de maintenir le pluralisme de cette information »).

Dernier rebondissement montrant l'appétit vorace de *Ouest-France*, on s'achemine à Nantes vers un rapprochement entre les deux télé locales. Nantes7, déficitaire et dans l'orbite de Ouest-France, lorgne sur Télénantes, association subventionnée par les collectivités. C'est le maire socialiste de Nantes lui-même, Jean-Marc Ayrault, qui, le 8 janvier dernier lors de ses vœux à la presse locale (presse dans le giron de *Ouest-France*), a déclaré contre toute attente œuvrer au rapprochement des deux télé locales (en faveur de *Ouest-France* donc). Tiens, tiens...<sup>4</sup>

## 2. Les collusions

Une telle prise de position d'un élu aussi important en faveur des visées hégémoniques de *Ouest-France* est loin d'être exceptionnelle. Le rachat du pôle ouest de la Socpresse avait déjà donné lieu à un florilège de la part des ténors socialistes, Ayrault en tête<sup>5</sup>. Le maire de Nantes avait ainsi déclaré dans... *Ouest-France*, édition du 24 septembre 2005, que Ouest-France était le meilleur repreneur pour les journaux du pôle ouest de la Socpresse. Dans les jours suivants, il avait été suivi dans son appui à la candidature de *Ouest-France* par le président socialiste du conseil général de Loire-Atlantique, Patrick Mareschal, ainsi que par le président socialiste de la région Pays de la Loire, Jacques Auxiette. Aucune critique, même formelle, sur ces phénomènes de concentration dans la presse, ne vint perturber le concert de louanges unanimes. Le pluralisme concentré à la mode *Ouest-France* ne pose visiblement pas le moindre problème à ces élus.

L'avantage qu'ils en tirent est évident. Soutenir *Ouest-France* dans ses démarches d'expansion, c'est bénéficier en retour d'une indulgence certaine de tous les médias à la botte de *Ouest-France*. On n'imagine pas en effet comment pourraient poindre des critiques envers ces ténors politiques aussi prompts à louer le groupe de presse. Chose plutôt appréciable quand on est aux affaires.

Un exemple manifeste des collusions entre *Ouest-France* et les élus est donné par le traitement que fait le journal d'une expulsion d'immigrés à Nantes en 2004<sup>6</sup>. Tout était fait dans l'article d'Ouest-France pour brouiller et minimiser les faits, justifier a posteriori la décision municipale d'expulsion par les forces de l'ordre de trois familles sans-papiers réfugiées à la bourse du travail, diluer les responsabilités (celle du maire Ayrault en premier lieu, ayant pris la décision), et in fine, verrouiller l'information pour ne pas nuire à la stratégie de communication municipale. Nouvel épisode une semaine plus tard quand 200 personnes répondent à l'appel des associations de défense des sans-papiers et s'invitent au premier débat de la semaine « Solidaire ici et ailleurs » à l'initiative de la municipalité, débat intitulé « Demandeurs d'asile, une chance pour Nantes » (non, ce n'est pas une blague). Pour *Ouest-France*, il ne s'est (presque) rien passé. Aucun article ne relatara le rassemblement et les échanges houleux. Juste une ligne dans un article sur le collectif de sans-papiers évoquera l'incident (« A Cosmopolis où démarrait la semaine, ils [les collectifs] ont fait entendre leur voix »). Ou comment ignorer et dissimuler ce qui dérange un peu trop...

## 3. L'Ouest

S'il est bien une question irritante pour Ouest-France (et pour le maire de Nantes !), c'est celle de la réunification de la Bretagne par le rattachement de la Loire-Atlantique. Au mépris de cette revendication qu'affiche Ayrault (il l'a encore qualifiée tout récemment d'« anachronique »), s'ajoute la désinformation manifeste de Ouest-France sur le sujet. Quand 10 000 personnes battent le pavé dans les rues de Nantes comme en octobre 2008, Ouest-France minore (en s'alignant sur les chiffres de la police), dénigre (il n'est qu'à voir le texte hallucinant paru dans le courrier des lecteurs de l'édition de Nantes, intitulé « Nantes en Bretagne ? Des Nantais bien peu concernés... », d'un certain « M. Lucas, lecteur breton »), voire ignore purement et simplement (Nantes7, sa télé, « oublie » de parler de l'événement). En janvier de cette année, les journaux du groupe Ouest-France « omettent » de parler de l'invitation de l'as-

sociation Bretagne Réunie à l'Élysée. De même quand le Conseil régional de Bretagne a renouvelé à l'unanimité sa résolution en faveur de la réunification et demandé à l'État de prendre l'initiative des consultations nécessaires, Ouest-France n'a pas jugé bon de porter cette information à la connaissance de ses lecteurs de Loire-Atlantique. Les exemples pourraient être multipliés. Et c'est le maire de Nantes qui doit être content.

Cette désinformation ne relève pas que de la seule volonté de s'attirer les grâces de Jean-Marc Ayrault. *Ouest-France* est foncièrement et ouvertement républicain (donc jacobin). Par conséquent, la région est intrinsèquement une menace, d'autant plus quand elle s'appelle Bretagne, que son identité est forte et qu'un retour du Pays Nantais la renforcerait significativement. Alors on l'appréhende exclusivement dans ses frontières administratives et on la marginalise en la traitant au détour d'une page avec principalement des faits divers d'intérêts purement local. Cette stratégie permet d'exclure un réel espace médiatique breton<sup>7</sup>. En effet, mettre trop en avant la vie politique, les problématiques et la culture bretonnes comporterait le risque de voir émerger un véritable espace d'information et de débat proprement breton, au détriment de l'« Ouest » que *Ouest-France* s'échine à ériger en territoire médiatique et politique de référence. Entre le local et le « Grand West », pas de salut !

Dans cette perspective, *Ouest-France* met tout en œuvre pour légitimer cet espace virtuel qu'est « Loueste », afin de justifier la cohérence de son aire d'attraction. Systématiquement, l'« weste » est mis en avant, au détriment de tout autre territoire d'identification. Les enquêtes d'opinions sondent les avis et pratiques de l'Ouest, les analyses politiques étudient le comportement électoral de l'Ouest, les études historiques se font dans les limites de l'Ouest (dernier supplément payant en date, « L'Ouest dans la Grande Guerre »), les résultats sportifs permettent de suivre les résultats des sportifs et des équipes de l'Ouest (avec des votes pour élire le meilleur sportif de l'Ouest), la démographie de l'Ouest est mise en avant (« Nous sommes 55 000 habitants de plus dans l'Ouest »), même le douteux concours miss France n'y échappe pas (« Miss France 2009 : Quelle miss de l'Ouest pour le titre ? »). Tout est mis à la sauce Ouest. Ou comment *Ouest-France* tente de créer ex nihilo, grâce à la seule magie médiatique, et à des fins commerciales, une identité archi-artificielle : l'identité « Ouest ».

#### 4. La réaction catho-républicaine

Religiosité et amour de la France, voilà les deux éléments qui viennent constituer cette identité « humaniste » (Hutin se plaît à le rappeler à tire-larigot) de l'« West », et dont *Ouest-France* se charge de la transmission sur son territoire de prédication.

C'est une constante depuis sa création en 1899 par l'abbé Trochu et Emmanuel Desgrées du Lou, le quotidien *Ouest-Éclair*, puis



*Ouest-France*, se veut la voix de la France cléricale. Il n'est qu'à voir la fréquence des articles sur des thèmes religieux, et particulièrement catholiques. Chaque fête du calendrier chrétien (Noël, Pâques...) donne lieu à des couvertures et des éditos, qui sont autant de prises de position sans ambiguïté en faveur de la religion. En outre, des dossiers exceptionnels (en terme de nombre de pages et d'articles consacrés) sont réalisés à l'occasion de chaque événement chrétien d'ampleur : décès du pape, élection papale, venue du pape en France ou dans l'Ouest, JMJ, etc.

De même, la République française est toujours mise en valeur et posée comme cadre de référence indépassable. Le régime politique et ses institutions ne sont donc pas, ou alors que de façon marginale, critiqués. Bien au contraire, *Ouest-France* n'hésite pas à voler au secours de la République dès que les mobilisations sociales se font un peu trop pressantes, comme lors des grèves contre la réforme des retraites en 2003<sup>8</sup>, ou lorsque les lycéens et étudiants en lutte subissent des violences policières comme en 2007<sup>9</sup> (avec en l'occurrence le même procédé que pour dénigrer la manifestation pro-réunification citée plus haut : la publication de courriers de lecteurs très orientés et allant tous dans le même sens, à quelques nuances près). *Ouest-France* a de toute façon une forte prédisposition à ignorer les conflits sociaux (aucune ligne sur les luttes ouvrières des chantiers navals de l'Atlantique dans le dossier sur la sortie du Queen Mary 2, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes<sup>10</sup>...), voire à déverser sa bile sur la mouvance altermondialiste<sup>11</sup>.

On est dès lors pas très étonné du vibrant hommage auquel se livre Hutin dans son journal envers l'armée française (qui peut tout-à-fait se révéler être une excellente source d'information), à l'occasion de la cérémonie de présentation des chiffres de diffusion au groupe Ouest-France en 2004 à bord du navire-école porte-hélicoptère Jeanne d'Arc (« Nous leur avons dit, hier, toute l'admira-

tion que nous-mêmes et nos lecteurs portons à la Marine nationale... »)<sup>12</sup>.

Politique expansionniste et situation de quasi-monopole, collusions avec les ténors politiques, promotion d'une identité Ouest archi-artificielle, défense de l'ordre moral sous couvert d'humanisme, défense de l'ordre républicain et amour de la France... ne l'achetez plus, ce journal pue.

*Brenn (février 2009)*

1. Je ne m'essaierai pas à une délimitation précise et définitive du « territoire » appelé « Ouest » ou « Grand Ouest », c'est impossible et cela n'en vaut de toute façon pas la peine. On se contentera de cette définition, valable seulement pour Ouest-France et les médias dans son orbite : « L'Ouest est un territoire artificiel aux limites mouvantes, situé à l'ouest de Paris et sur lequel est vendu le journal Ouest-France ». De la même façon, une autre définition s'impose pour France3 Ouest, qui ne recouvre pas le même Ouest : « L'Ouest est un territoire artificiel aux limites mouvantes, situé à l'ouest de Paris et sur lequel est diffusée la chaîne régionale France3 Ouest ». On pourrait continuer avec l'« Ouest » du réseau des universités Ouest atlantique, encore différent, ou la circonscription électorale « Ouest » aux élections européennes... et ainsi de suite.
2. Lire « Ouest-France étend son empire », 2006, [http://www.observatoire-nantais-medias.fr/article.php?id\\_article=108](http://www.observatoire-nantais-medias.fr/article.php?id_article=108)
3. Lire « François-Régis Hutin – Big boss de Ouest-France – “au service de la démocratie et de l'humanisme” », 2008, <http://www.acrimed.org/article2817.html>
4. Lire « Les socialistes vont-ils abandonner la télé locale de “service public” à Ouest-France ? », 2009, <http://rousty.over-blog.com/article-27238752.html>
5. Lire « Les élus font l'éloge de l'empire Ouest-France », 2005, <http://www.acrimed.org/article2187.html>
6. Lire « Des immigrés expulsés à Nantes, ou les recettes d'un verrouillage médiatique », 2004, <http://www.acrimed.org/article1855.html>
7. Lire l'analyse de la promotion de ce territoire « Ouest », par Michel Nicolas p. 207-218, et particulièrement les pages sur Ouest-France p. 211-215, in *Bretagne, un destin européen*, PUR, 2001
8. Lire « Ouest-France au secours de la République en danger », 2003, <http://www.acrimed.org/article1133.html>
9. Lire « Violences policières : le courrier de Ouest-France ce matin fait vomir », 2007, <http://mouvement.etudiant.nantais.over-blog.fr/article-14367624.html>
10. Lire « Alstom ou le retour des négriers !! », 2003, <https://nantes.indymedia.org/article/1415>
11. Lire « Ouest-France et le Forum social du Pays Nantais », 2003, <http://www.acrimed.org/article1274.html>
12. Lire « Ouest-France, ce petit soldat du journalisme... », 2004, <http://nantes.indymedia.org/article/3382>

## Addendum 1 :

### Petites remarques sur les "surprises" du "sondage exclusif" sur la réunification

« Les surprises de notre sondage exclusif », voilà ce que claironnaient les affichettes Ouest-France du samedi 7 mars 2009...

Si la couverture du journal restait mesurée par le titre (« Une Région élargie ? Les Bretons partagés ») et par l'édito sibyllin de François Régis Hutin, la page dédiée au « sondage exclusif » avait tout l'air d'un cri de victoire. Le sous-titre annonçait le ton triomphal des articles à venir (« Une énorme surprise ! À une très large majorité, les habitants des quatre départements bretons ne souhaitent pas la réunification. Ceux de la Loire-Atlantique n'en veulent pas non plus »). Le semblant d'analyse région par région servait et se confondait avec une légitimation du découpage régional actuel, au bénéfice notamment de la région Pays de la Loire, apparemment plébiscitée par ses habitants (« À ce niveau de majorité, on peut y voir un réel attachement, une volonté de ne pas casser l'unité qui se construit depuis un demi-siècle »). *Ouest-France* l'avait calculé, son sondage allait mettre tout le monde d'accord, et faire pencher la balance du bon côté, le sien et celui de ses amis politiques partisans du statu quo.

#### Un sondage critiquable

Le recours massif aux sondages par les médias de masse actuels (dont *Ouest-France*) ne doit pas masquer la faillibilité de ce genre d'enquête, où le compromis entre fiabilité statistique et coût se fait souvent au détriment du premier. Les échantillons se révèlent ainsi faibles (499 en Normandie, 500 en Bretagne, 709 dans les Pays de la Loire, dont 300 en Loire-Atlantique). De même, la méthode des quotas utilisée n'est pas un gage de validité statistique. Dès lors, la moindre des précautions est d'émettre des réserves sur les enseignements à tirer, et de faire preuve d'une certaine mesure.

Par ailleurs, l'absence étrange d'une catégorie « sans opinion » pose question. Le fait est que les « sans opinion » ont vraisemblablement été basculés avec les partisans du statu quo... contre toute rigueur scientifique (être « sans opinion » équivaldrait à une « préférence » pour en « rester à la situation actuelle » ?). Visiblement, tout a été mis en oeuvre pour donner un caractère « massif » à la préférence au statu quo.

La victoire de celui-ci était d'autant plus prévisible que la question du redécoupage territorial est polluée par divers éléments, au premier rang desquels la crise socio-économique actuelle. Pour beaucoup de gens, l'urgence est à la gestion de la crise et pas à la réorganisation territoriale, perçue comme une dépense superflue d'argent à un moment critique. L'enquête de Opinionway/Le Figaro/LCI publiée dans les colonnes du Figaro le 8 mars, le même jour que celle de O-F, ne disait pas autre chose : 53% des personnes interrogées sont opposées à la réduction du nombre de conseils régionaux de 22 à 15. Il est par conséquent évident que l'idée d'une réforme territoriale est impopulaire en ces temps de crise. A quoi s'ajoutent un désintérêt plus profond des gens pour une problématique qu'il faut bien qualifier de technocratique par bien des aspects, et des réflexes partisans de rejet à gauche du fait que ce soit un gouvernement de droite qui engage la réforme.

Et voilà comment on se retrouve avec une réunification normande souhaitée par 36% des Bas-Normands alors qu'ils étaient encore récemment 87,5% à y être favorable (sondage France3Normandie). Ou comment on se retrouve avec 27% de la population de Loire-Atlantique souhaitant la réunification, contre 67% y étant favorable en 2006 (sondage Ifop). De tels écarts ne sont pas dus à un retournement de l'opinion publique sur le sujet, comme *Ouest-France* s'en réjouit, mais bien à la spécificité de l'enquête (cette fois, il y avait concurrence entre différents scénarii, alors qu'auparavant on mesurait le niveau d'adhésion à un seul projet) et surtout à un faisceau d'éléments qui a plombé la question. S'il y avait bien un enseigne-



ment à tirer de ce sondage, c'est l'impopularité de la réforme territoriale engagée.

#### Une exploitation scandaleuse par *Ouest-France*

Sauf que les conclusions que tirent *Ouest-France* ne s'embarrassent pas de telles considérations. La victoire du statu quo est interprétée comme un profond attachement des habitants de l'Ouest au découpage actuel. Ce n'est pas étonnant quand on sait que *Ouest-France* a soigneusement miné le terrain dans les deux semaines précédentes, en faisant la part belle aux réactions des opposants à la réunification de la Bretagne et en distillant savamment les prises de positions de ses

« grandes plumes » (ainsi l'article de Didier Eugène, titré « Faut-il chambouler la carte des régions ? », dont l'hostilité au redécoupage était déjà perceptible dans le titre).

*Ouest-France* exploite à fond et sans vergogne, de façon éhontée, les résultats du sondage pour asséner des conclusions, élevées au rang de vérités générales, et allant toutes dans son sens, celui d'un maintien des limites régionales actuelles. Petit florilège :

- « Région élargie : les Bretons ne sont pas partants. »
- « À une très large majorité, les habitants des quatre départements bretons ne souhaitent pas la réunification. Ceux de la Loire-Atlantique n'en veulent pas non plus »
- « Les habitants de la Loire-Atlantique ne seraient pas du tout prêts à rejoindre leurs "compatriotes". »
- « Pour les Nantais, le château des ducs de Bretagne doit rester en Pays de la Loire »
- « À ce niveau de majorité [en Pays de la Loire], on peut y voir un réel attachement, une volonté de ne pas casser l'unité qui se construit depuis un demi-siècle. »

L'ogre médiatique ne fait pas dans la demi-mesure et vole littéralement au secours de Ayrault et de ses petits copains socialistes, pour légitimer le découpage régional actuel et défendre le territoire technocratique par excellence qu'est la région Pays de la Loire. Les responsables politiques partisans du statu quo n'ont plus qu'à s'engouffrer dans la brèche, sachant que *Ouest-France* se fait un plaisir de publier leurs réactions, pour tenter de disqualifier définitivement la revendication de la réunification.

#### La réunification de la Bretagne face à une muraille

Il fallait s'y attendre. Les progrès inattendus de cette revendication ces derniers temps, et les espoirs nés avec, ont été sévèrement touchés. La France jacobine, *Ouest-France* en tête, ne peut se résoudre à laisser se reconstituer la Bretagne.

Sans en faire un enjeu primordial (ce serait absurde en cette période de régression des libertés, de chômage massif et de spasme du système capitaliste), la question de la réunification de la Bretagne a néanmoins son importance. À travers elle, c'est de la dignité et du respect des Bretons, et des communautés culturelles et historiques en général, dont il est question. La partition de la Bretagne doit se comprendre comme un des aspects de la domination du pouvoir français sur la Bretagne, un des aspects du déni de sa spécificité, de la même façon que la dépossession de son histoire, de ses langues, de sa culture, et de tout développement autonome.

La logique qui a présidé à la séparation du Pays Nantais du reste de la Bretagne, sous Vichy en 1941 et ensuite en 1964 sous la 5<sup>e</sup> république, est d'ordre politique et idéologique, et peut se résumer en cette phrase : casser la Bretagne et l'empêcher de former une région viable. Cette partition est aberrante parce qu'elle défie les limites stables de la Bretagne historique à travers l'histoire, et elle est arbitraire parce qu'elle a été réalisée, et avalisée par la 5<sup>e</sup> République, sans aucune consultation populaire, et même contre l'avis des popula-

tions concernées. Il y a là un véritable problème de démocratie. Toute la mesquinerie de *Ouest-France* consiste maintenant à brandir un sondage pour défendre le découpage actuel, et donc l'injustice de la partition, tout en ignorant superbement depuis des décennies la volonté populaire de réunification.

D'autant que le temps faisant son œuvre, le découpage arbitraire s'installe dans les esprits, aidé en cela par les médias (*Ouest-France* en tête et les multiples médias dans son orbite) et par l'école bien sûr, où l'histoire de Bretagne n'est pas enseignée (l'élève, toute sa scolarité, aura vu des cartes de France où la Loire-Atlantique ne fait pas partie de la Bretagne). Sans compter une partie importante du personnel politique en Bretagne, jacobin donc fondamentalement hostile

à une Bretagne réunifiée, et l'ensemble des hommes et femmes politiques de la région Pays de la Loire, trop conscients qu'une désagrégation de leur région administrative signifierait la perte douloureuse pour eux de rentes de situation.

*Ouest-France* vient de montrer avec éclat, en orientant ce sondage à son profit et en espérant en faire une arme décisive dans le débat actuel (ce sont ses petits amis des Pays de la Loire, comme Ayrault et Auxiette, qui doivent être fous de joie), que les forces de l'immobilisme n'ont rien perdu de leur vigueur et sont prêtes à toutes les manipulations pour faire échouer cette revendication. On saura s'en souvenir.

Brenn (mars 2009)

#### Addendum 2 :

### "comment ignorer et dissimuler ce qui dérange un peu trop" : manifestation du 28 mars 2009 à Rennes pour la régularisation de tous les sans-papiers

Nous étions plusieurs centaines (400 d'après *Ouest-France*) cet après-midi-là place de la mairie d'abord, puis dans les grandes artères ensuite, à manifester derrière les banderoles des collectifs de soutien aux sans-papiers. À en juger par les drapeaux présents, les organisations libertaires y étaient massivement présentes (CNT surtout, FA, AL). Quelques drapeaux témoignaient de la présence plus limitée des Verts, du PCF et du NPA. En revanche, aucun emblème du PS...

C'est sur cette impression de « démonstration de force » des organisations libertaires qu'on découvre quelques jours plus tard l'article de *Ouest-France* relatant la manifestation (« 400 voix pour régulariser les sans-papiers »). Voilà comment est décrite la foule des manifestants : « Des membres d'associations comme le MRAP ou le CCFD mais aussi des partis politiques comme les Verts, le PS et le

NPA, des syndicats comme la FSU ou encore des collectifs comme celui de l'école Quineuleu. » Aucune mention n'est faite des organisations libertaires dans l'article, alors qu'elles étaient majoritaires. A contrario, le PS est cité et pourtant rien ne traduisait sa présence (j'ai juste vu une poignée de jeunes socialistes portant leur badge).

On voit là, une nouvelle fois et de façon exemplaire, le travestissement de la réalité opéré par *Ouest-France* (et les médias en général) pour passer sous silence les voix de la radicalité (que les Rennais ont pourtant bien entendu ce jour-là !) et mettre en avant le discours policé de la gauche « respectable ». *Ouest-France*, ce cher petit soldat de l'ordre en place...

Brenn (avril 2009)

# ANONYMIZING PROXIES

## Let's hide behind the black hole (use the tools, part 1)

In this first part, we will quickly highlight the interest of using proxies to preserve anonymity on the web. In our particular context of political or hacktivist use anonymity is of the utmost importance; attacking target hosts, spreading information, organizing actions, or simply accessing censored/forbidden data could be hunted down by opponent or political authorities if basic cares are forgotten. Most of Internet users feel protected as the web is often seen as a huge black box, where the gigantic data flow makes individual actions untraceable. This is a major mistake, and French users will understand this when first legal proceedings will occur, thanks to the wonderful HADOPI (anti-piracy law).

"We", Internet users, are identified by an IP address. This key to access the web is given by the telecom provider we are linked to; it is unique at any given time. An IP allows a request (e.g., querying a search engine, sending an email) to find a path in the Internet, between your computer and the host that will handle this request. That is where troubles may arise: the request leaves traces (often called logs) along its path. Those logs are main-

ly constituted by IP addresses of the requester (you) and destination (host providing the service you need), and the time when the request has been observed on a machine. This basically means that it is possible to revert the path to your computer from a visited machine, or even simply by just having a look at a particular host to get logs, get the IP that has done "bad things", and then finally ask your Internet provider to put a real name on your IP. You are caught.

That is where you need a proxy. A proxy is simply a machine that sits between you and your target, acting on your behalf. Anonymizing proxies are a subfamily of proxies aimed at hiding the identity of a user; they can do so because most of them claim to trash logs quite often. It is thus possible for authority to find requests originating from the proxy, but not more, i.e., everything that was queried by clients of the proxy is lost, so that no "memory" remains of your actions and identity. This thus creates a black hole in the network, beyond which traces are lost.

If you are not very confident regarding a particular proxy (and you should stay perpetual-

ly prudent, this is a major security rule), for example on the fact that logs are not drastically deleted, or that a proxy may be compromised, proxy chaining is obviously possible. Therefore, you do not use a single one, but few of them sequentially (or chained, which is called a tor network). An additional security for the user is that proxies are generally distributed around the world; this makes prosecutions very difficult to achieve, as all countries have different policies on the fact of giving access to some information inside their network (some of them may even refuse any query).

What you will pay for using proxies is an extra delay for requests or interactions, as one (or few) proxies are added in the request chain, thus causing the relay of packets involved in requests. Proxies might be simply used in a web browser for classical web navigation, or computers could also be parametrized for a full use by creating a tunnel to the anonymizing proxy. Query your favorite search engine with something like "free anonymizing proxy", and there you go.

Taliesinn





Setu un destenn evit kinnig ar strollad israelian Anarchist against the wall, troet diwar e lec'hienn internet : [www.awalls.org/](http://www.awalls.org/)

### Piv omp ?

An Anarkourien a-enep d'ar voger (Anarchists against the wall - AATW) zo ur strollad oberoù eeun. Savet e oa bet e 2003 abalamour oa krog Israel da sevel ur voger war ar Vro palestinian, war harz aloubet ar c'hornôg. Labourat a ra ar strollad gant Palestinianed evit stourm asambles a-enep d'an aloubiñ.

Abaoe an deroù en deus kemeret perzh ar strollad e kantadoù a vanifestadegoù hag a oberoù eeun, a-enep d'ar voger dreist-holl, met ivez a-enep d'an aloubiñ dre vras, e pep lec'h war harz ar c'hornôg. Labour a-bezh an AATW zo aozet dre gomiteoù-pobl ar c'hêriadennoù, ha kaset da-benn gant Palestinianed dreist-holl.

### Petra zo kaoz e stourmomp ?

Stourm a-enep d'ar politikerezh vil-se ha d'an oberoù graet en hom anv eo dever tud Israel. Ni a gred dimp zo estroc'h evit manifestiñ pe kemer perzh er skoazell humaniter, d'ober e-barzh Israel. N'achuo ket o-unan an apartheid nag an aloubiñ graet gant Israel – achuet e vefont pa deufont da vezañ dibosupl da c'houarniñ ha da verañ. Poent-bras eo mont a-benn a-gorf d'ar tourterioù, d'an arme ha d'an aloubiñ.

### Istor ar strollad e berr komzou

Savet oa bet AATW e miz Ebrel 2003, tri bloaz goude penn-kentañ an eil Intifada, gant un nebeud stourmerien israelian, anarkourien anezhe dreist-holl, a rae meur a dra politikel e-barzh ar Vro aloubet dija. Krouet oa bet ar strollad e-barzh ar gêriadenn Mas'ha, tro-dro d'ur c'hamp aozet evit sevel hom mouezh a-enep d'ar voger, a oa da vezañ savet eno. Ar voger a lakfe 96% eus tachennoù ar gêriadenn da vezañ eus tu Israel.

Stourmerien palestinian, israelian hag etrevroadel a oa e-barzh ar c'hamp-se. Div deltenn a oa bet lakeet war an dachenn ma oa ar voger da vezañ savet warni. Pevar miz e oa chomet ar Balestinianed, an Israelianed hag an dud eus broioù estren. D'ar c'houlz-se e oa deuet ar c'hamp da vezañ ur greizenn da skignañ titouroù hag un diaz evit divizout an traoù hervez an demokratelezh eeun. Meur a ober eeun oa bet ijinet hag aozet e-barzh ar c'hamp, da skwer hini an 28 a viz Even 2003

e-barzh ar gêriadenn Anin. Aze e oa ar Balestinianed hag ar stourmerien israelian hag etrevroadel deuet a-benn d'ober un digoradur e-barzh ar voger, daoust dezhe bezañ taget gant an arme.

Goude se, e miz Ebrel 2003, e oa kazi peura-chuet ar voger en-dro da vMas'ha. Neuze e oa bet kaset ar c'hampad tud da borzh un ti hag a oa en arvar da vezañ distrujet. E-pad daou devezh e oa bet harpet ar tourterioù gant tud ar c'hamp, ha tapet oa bet meur a difreter gant ar polis. A-benn ar fin e oa bet distrujet ar porzh, hag achuet ar c'hamp, met dalc'het e oa bet gant ar spered stourm a oa gantañ.

E 2004 e oa krog ar gêriadenn Budrus da stourm a-enep d'ar voger, ha kemeret en doa an AATW perzh er manifestadegoù pemdeziek. Dalc'het berr he doa ar gêriadenn-se gant ar stourm a-stroll ha rezistañs ar bobl, hag e-giz-se e oa bet trec'h a-walc'h. Kaset e oa bet saverezh ar voger kuit deus tachenner ar gêriadenn, kazi en he fezh, hep goullenn skoazell digant justis ofisiel Israel, met gant rezistañs ar bobl nemetken.

Trec'h Budrus en doa lakeet rezistañs ar bobl da sevel e meur a gêriadenn all, ar pezh a oa un trec'h brasoc'h c'hoazh marteze. Kazi an holl gêriadennoù e-lec'h ma oa ar voger da vezañ savet o doa stourmet a-enep dezhi e-pad ar bloavezh-se. Meur a gêriadenn o doa kinniget d'an AATW kemer perzh, ar pezh o doa graet.

Nevezoc'h zo zo bet oberoù e-barzh ar gêriadenn Bil'in, e gwalarn Ramallah, ha tro-dro dezhi. Aze emañ darn vrasañ douaroù-labour ar gêriadenn en arvar da vezañ kemeret gant ar voger hag an aloubiñ, a dalc'h da vrasaat bevezh.

### Hom perzh er stourm

Stourm a-enep da feulster an arme n'eo ket ken dañjerus pa zo Israelianed en oberoù sivil palestinian. N'en em dalc'hont ket soudarded Israel heñvel pa zo Israelianed diraze, ha kement-se a lak ar feulster da digreskiñ, memes ma chom uhel. Meur a difreter israelian a zo bet gloazet, ha gwall c'hloazet a-wezhioù, met ar Balestinianed an hini eo o deus gouzañvet ar muiañ. Lazhet zo bet 10 Palestinian, ha gloazet kantadoù anezhe, e manifestadegoù a-enep d'ar voger.

Emañ arme ha gouarnamant Israel o klask kas rezistañs ar bobl palestinian da netra en ur

dagañ anezhi gant forzh peseurt doare. Hag o klask harzañ an difreterien israelian da gemer perzh er stourm emaint ivez. Bezañ manifestet zo trawalc'h da vezañ kaset d'al lez-varn, hervez lezennoù an aloubiñ. Tapet eo bet difreterien an AATW meur a wezh, ha dousennadoù a damalloù zo bet savet a-enep dezhe.



Manifesterien palestinian hag israelian e Ni'lin.

Ar flastridigezh hervez al lezenn savet gant ar galloud israelian zo un doare all da glask distruj ar rezistañs. Ret eo d'an AATW kavout arc'hant evit en em difenn dirak lezioù-barn Israel, ha bezañ kat da derc'hel gant ar stourm, ha n'eo ket mont d'an toull-bac'h. Mont dirak al lezioù-barn en deus koustet ouzhpenn da 60 000 \$US dimp, ha delc'hen a ra ar c'houst-se da vrasaat.

### Dastum arc'hant

Ne vez ket roet arc'hant d'an AATW gant Stad ebet, gouarnamant ebet na kevredigezh ebet. Kontañ a reomp war an arc'hant a vez kaset dimp gant tud eus ar bed a-bezh, hag a fell dezhe e vefe dalc'het hom skoazell da stourm ar Balestinianed evit ar frankiz. [...]

Arabab lenn al lec'hienn internet-se evel ma vije raktres ur parti ofisiel pe ur manifest. Kas a ra ar strollad e nerzh da oberoù war an dachenn, ha laosket eo bet ar propagand ha save-rezh raktresoù ur parti d'ar re a fell dezhe.

*Troet gant Kurunig*

Le collectif israélien **Anarchists against the wall** lutte aux côtés des Palestiniens contre le « mur de sécurité » érigé par Israël et contre l'occupation israélienne en général. Plus d'infos (en anglais) sur leur site : [www.awalls.org](http://www.awalls.org)

# GRECIA

## ΜΠΑΤΣΟΙ ΓΟΥΡΟΥΝΙΑ ΔΟΛΟΦΟΝΟΙ !

Gant ar pezh 'zo bet diskwelet dimp gant ar mediaoù bras en miz kerdu e soñjchemp a-walc'h oa deuet an darvoudoù-se evel-se. Met a-raok marv Alexandros Grigoropoulos dija oa don 'ba spered an dud ar santimant kounnar e keñver ar polis. Abaoe pell eo politizet-mat an dud en Gres gant an emsavadeg a-enep d'ar goronaled oa bet krog er skol politeknik, hag er bloavezhioù tremenet oa bet reuz gant ar cheñchamañtoù 'bar skolioù-veur. Bezañ zo bet treoù interesant (sed aze ar pezh 'omp 'vont da diskwel deoc'h un tamm) ha bez vo c'hoazh gant an toull zo bet graet 'bar mod da soñjal « pop hini e vuhez e-barzh e gorn ». Graet zo bet liamm etre buhezioù an dud, adkavet eo bet ar gaoz un tamm muioc'h c'hoazh. Komzet vez deus politik barzh al lec'hioù publik, ar pezh a lak ar politikerezh da vezan disfiziet da vad hag an dud da grediñ emañ gante ar galloud cheñch ha renañ o zreoù.

## ΚΟΝΣΤΑΝΤΙΝΑ ΔΕΝ ΕΙΣΑΙ ΜΟΝΗ !

D'an 23 a viz Kerdu oa bet taolet asid sulfurik war penn Konstantina Kouneva pa oa hi o tistreñ deus al labour evit mont d'ar gêr. Abaoe emañ en ur stad fall gant kudennoù bras evit gwelet ha tennañ alan. N'eo ket hep rezon eo bet graet se dezhi ha pas d'un' all. Homañ oa sindikalourez hag a stourme ingal a-enep d'ar jeu ifamus vez graet d'an toullad divroidi o labourat barzh embregerezhoù an naetaad. Neu-beud a-raok oa bet skarzhet he mamm deus an embregerezh lec'h oaint 'labourat o-div evit lakaat gwask warni. Klask a raent fallaat an treoù dezhi eviti da devel... c'hoari gant e vuhez.

Kengred zo bet lakaet en pleustr eviti hag he familh ha sur n'eo ket bet aezet evit an ΟΙΚΟΜΕΤ hag an ISAP (transportoù publik a implij ΟΙΚΟΜΕΤ evit an naetaad) !

## ΑΥΤΟΟΡΓΑΝΩΣΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΓΕΙΤΟΝΙΕΣ !

Barzh kartierioù pe war ar maez vez aozet un tamm-mat a dreoù gant an dud evit hadkaout dalc'h war o endro. Oberennoù a-enep d'un hent bras, ober ul lec'h plijus gant gwez ha digor d'an holl deus ur parking prevez ha serret, ampechiñ 'vije graet ar c'hontrol 'ba lec'h all. Tout se evit derc'hel bev al liammoù sokial hag an implij kumun zo deus al lec'hioù. Lec'h e teu an dud da vezañ ha da vevañ asambles ha skoaz-ouzh-skoaz, lec'h vez komzet asambles ha n'eo ket ar pezh a lar an tele pe geveier ar bolitikourien emañ ar wirionez.

Evit goùd hirroc'h :

- <http://athens.indymedia.org/>
- <http://grecia-libertaria.blogspot.com/> (en kastilhaneg)
- <http://www.occupiedlondon.org/blog/> (en saozneg)

ο δερβίσης



Ar stourm evit an dieubidigezh sokial a gendalc'h. Bev eo ar rebellion, mann 'bet zo 'vel na oa a-raok. Ar gengred eo hom arm.

Manifestadeg er propylea d'an 10 a viz C'hwevrer aozet gant anarchisted ha divelourien ar skolioù-veur



▲ Konstantina n'eo ket he-unan. ISAP-OIKOMET drouklazherien.



Alexandros Grigoropoulos : Ar stad zo o drouklazhañ. Konstantina Kouneva : Ar c'hospital zo o lazhañ. Em aozañ. Laosk ket 'ne serriñ da c'henoù !

# CRISE EN GUADELOUPE

La France généreuse dans toute sa splendeur

En ce début d'année 2009, c'est chaud-chaud dans les Antilles françaises ! La Guyane avait initié un bref mais intense mouvement de protestation contre la cherté des carburants en fin d'année dernière. La Guadeloupe, suivie de près par la Martinique, l'a imitée et lancé une grève générale qui a bloqué l'île pendant un mois et demi. Dans l'océan Indien, La Réunion semble connaître à son tour les soubresauts des préparatifs à la grève générale... Mais que se passe-t-il donc dans les petits paradis tropicaux de la Patrie-des-Droits-de-l'Homme ?

L'exemple de la Guadeloupe est instructif à plus d'un titre sur le mal-être des « populations françaises de l'Outre-mer », mal-être qu'il serait bien réducteur de n'attribuer qu'à la seule question du pouvoir d'achat.

La fronde y est menée par le désormais fameux LKP (*Lyannaj Kont Pwofitasyon*, « Union contre l'exploitation outrancière » en créole), dont les revendications sont d'ordre économique et portent principalement sur une revalorisation de 200 € des bas salaires et une baisse du prix des produits de première nécessité. Ce collectif comporte 49 organisations syndicales et associatives, et a connu dès le début du mouvement une formidable assise populaire. En témoigne le succès des manifestations (65 000 personnes à Pointe-à-Pitre le vendredi 30 janvier, pour une population totale de 400 000 habitants) et l'ampleur du blocage de l'île. En témoigne également la panique des autorités locales, préfet en tête, et les tergiversations du gouvernement français sur les réponses à donner à la crise.

Au-delà de la cherté invraisemblable de la vie (4 € 50 la brosse à dent, contre 1 € en métropole...), c'est plus globalement l'exploitation post-coloniale de la Guadeloupe qui est ciblée par la révolte. La situation socio-économique de l'île joue pour beaucoup dans le mécontentement : en grande partie sinistrée (22,7% de chômeurs et un taux de pauvreté très important), l'économie est contrôlée par une dizaine de familles békés, des créoles blancs descendants d'esclavagistes. Les deux secteurs à porter la Guadeloupe sont le commerce (avec la métropole) et le tourisme. Quant aux structures sociales héritées du colonialisme, elles n'ont jamais été fondamentalement remises en cause.

Cette situation est d'autant plus inacceptable pour les Guadeloupéens que leur histoire se résume à plusieurs siècles de souffrances sous le joug colonial français. Entre l'arrivée des premiers colons en 1635 et l'abolition de l'esclavage en 1848 (grâce à Schoelcher), plusieurs millions d'individus, d'Afrique pour la plupart, seront victimes de la traite négrière puis de l'esclavage dans les plantations de



cane à sucre. Celles-ci feront la richesse des Antilles, et représenteront de conséquents bénéfices pour la France qui s'était arrogé le monopole du commerce avec ses colonies, contribuant ainsi à les installer dans une dépendance vis-à-vis de la métropole dont elles ne sont jamais réellement sorties.

Quand la 2<sup>e</sup> République abolit l'esclavage en 1848, elle maintient les fondations de la société coloniale pour éviter que les Antilles ne deviennent autosuffisantes (monoculture sucrière, monopole de la métropole sur les relations commerciales), les anciens esclaves étant simplement remplacés par de nouveaux, des « contractuels » venus d'Inde ou d'Afrique. L'affranchissement conquis se révèle bien illusoire dans un contexte de progression du sous-développement (les taux de participation aux élections s'effondrent de 70% à 11% entre 1848 et 1871 ; le taux de scolarisation des enfants de 6 à 10 ans est de 14% à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle).

Après le culte de Schoelcher et en même temps que le refoulement du passé colonial et esclavagiste, après les vibrants appels à la réconciliation et à l'amour de la République, la départementalisation de 1946 apparaît comme l'acte de générosité suprême d'une France émancipatrice prête à transformer les descendants d'esclaves en citoyens français. Sauf que la situation socio-économique est toujours aussi dramatique. Les événements tragiques s'enchaînent alors, faisant écho à l'insurrection réprimée de 1802 contre le rétablissement de l'esclavagisme par Napoléon : 1952, répression par les CRS d'une grève dans le secteur sucrier, 4 morts et 14 blessés ; 1967, intervention de la police lors d'émeutes après une grève dans le bâtiment, officiellement 7 morts (la vérité tournerait au-

tour de 87) ; 1971, violentes échauffourées après trois mois de grève générale. Ceci fit dire la même année à un Aimé Césaire désabusé que « le nouveau système est devenu encore plus colonialiste que l'ancien ».

Les blessures de l'histoire sont évidemment encore bien présentes. Que le LKP brandisse régulièrement les dates des massacres de 1802 et 1967 en témoigne. La dimension politique du mouvement guadeloupéen actuel, bien que sous-jacente, est donc indéniable. C'est le slogan même du mouvement qui exprime cette volonté de se réapproprier son avenir avec, ou sans cet État paternaliste, et de renverser cette société inégalitaire que la France a complaisamment laissé perdurer : « La Gwadeloup sé tan nou, la Gwadeloup sé pa ta yo ». L'indépendantisme, sans être affiché, n'est jamais très loin. Pas forcément étonnant quand on sait que l'UGTG (Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe), qui est à l'initiative du collectif LKP, est un syndicat indépendantiste (majoritaire lors des dernières prud'homales avec 52% des voix).

À cette dimension politique vient s'ajouter une nette dimension culturelle. La langue créole est omniprésente, que ce soit dans les concerts de soutien (les musiciens guadeloupéens sont très engagés dans la grève), dans les manifestations, dans les meetings... jusqu'aux prises de parole et interviews des dirigeants du LKP. La langue de la puissance coloniale, comme dans les luttes de décolonisation, est volontairement abandonnée au profit de la langue du peuple. Cette mise en valeur de la culture, de la langue créole, de l'identité guadeloupéenne, répond logiquement à cette volonté populaire d'affirmer et de revendiquer une dignité en tant qu'Antillais et Guadeloupéens.

On voit bien par conséquent que le mouvement mené par le LKP dépasse largement la seule question du pouvoir d'achat et de la vie chère. C'est un cri de rage, aux accents parfois haineux, qu'adresse le peuple guadeloupéen à cette société postcoloniale injuste et sclérosée, dirigée par une caste de blancs qui détient le pouvoir politique et économique avec l'approbation de l'État.

Les tensions qui traversent la société guadeloupéenne ne lui sont pas particulières. Les autres départements d'Outre-mer (Guyane, Martinique, Réunion), ces confettis d'empire, connaissent peu ou prou la même situation postcoloniale inique. La contagion du mouvement de grève générale était donc parfaitement prévisible dans ces territoires à l'économie sinistrée, aux taux de chômage galopants et au coût de la vie sidérant. L'État paternaliste, qui n'hésite pas à l'occasion à se faire répressif (cf. la répression violente, et constante, que subit le mouvement kanak en Nouvelle-Calédonie depuis 30 ans), est incapable de prendre la mesure du mal-être dans cette France d'Outre-mer qui ne représente pour lui qu'industrie touristique (c'est bien pratique pour les métropolitains de pouvoir partir en vacances sous les Tropiques tout en restant sur

le sol français), gisement de réserves naturelles (qu'on pense aux riches mines de nickel de la Nouvelle-Calédonie), base de lancement de fusées (Kourou en Guyane), extension de son espace maritime et terrain d'essai pour les bombes nucléaires made in France (Mururoa, comme avant le Sahara à la grande époque où l'Algérie était divisée en départements).

Un petit retour sur quelques « bienfaits » de la colonisation (que Jules Ferry appela la « mission civilisatrice de la France »), largement oubliés par l'historiographie officielle, permet de véritablement se rendre compte de la grandeur des idéaux de la Patrie-des-Droits-de-l'Homme (on rappellera qu'on a failli avoir droit à un article clamant « le rôle positif de la présence française outre-mer » dans la promulgation d'une loi mémorielle en 2005). Ainsi du 8 mai 1945 (jour qui marque la fin de la deuxième guerre mondiale !) au 20 mai, l'armée française réprime dans le sang une insurrection à Sétif en Algérie et fait plusieurs milliers de morts. Deux ans plus tard à Madagascar, en 1947, l'armée se déchaine une nouvelle fois face à un soulèvement nationaliste malgache : le bilan est là également de plusieurs milliers de victimes. Pour clore la liste de ces massacres oubliés,

faits au nom de la grandeur de la France et de son indivisibilité, on peut mentionner la brutale répression de l'insurrection nationaliste au Cameroun en 1955. Ceci sans même compter les guerres de décolonisation en Indochine et en Algérie.

Ce glorieux bilan montre bien comment l'État français s'asseyait sur les Droits de l'Homme dès que ses intérêts sont en jeu. Plus globalement, il témoigne avec éclat du mépris historique que cette France, incarnant la civilisation, et aussi généreuse qu'elle puisse paraître, a nourri envers les populations indigènes colonisées. La Guadeloupe et les autres DOM à sa suite, dans leurs soulèvements respectifs à l'autorité de l'État, nous indiquent aujourd'hui la marche à suivre pour traiter avec lui : la grève générale et la lutte collective d'émancipation.

*Brenn*

Sources :

- Dossier « Les massacres oubliés de la colonisation », L'histoire, mars 2007
- Article « France-Antilles : quatre siècles d'incompréhension », Le Monde, vendredi 20 février 2009

# LES ARMES DE LA POLICE



Qu'est ce qu'il a l'air fier l'homme qui présente son produit sur la photo de cet article de Ouest-France ! Son produit c'est quoi ? C'est une cartouche de flashball qui est sensée ne pas tuer ou crever un œil avec son magnifique embout rose en caoutchouc creux de 40 mm de diamètre. On y croit forcément chez les journalistes et on y voit le progrès... Cette merveille de technologie au service de l'ordre est fabriquée par Nobelsports (ce qui donne « sports nobles » en français) qui emploie 120 personnes (sauvez l'emploi !) à Pont-de-Buis (Finistère). Le PDG a de quoi être heureux avec ses 6% de progression du chiffre d'affaire l'an passé, et ce qu'il veut c'est passer de 90% de revenus prove-

nant de cartouches de chasse et 10% de grenades lacrymogènes à 80% et 20%. C'est qu'y a un type de gibier qui court les rues !

Cet article rappelle le cynisme ambiant, car les cas de personnes blessées par ces armes ne cessent de s'enchaîner. Quelques exemples rien que dans des manifestations récentes : un étudiant toulousain s'est pris un tir de flashball au niveau de l'œil le 19 mars lors d'une action d'autoréduction dans un Monoprix, il ne sait toujours pas si il retrouvera l'usage de son œil ou non. Ça n'a pas été le cas d'un lycéen nantais à qui est arrivé la même chose le 27 novembre 2007 lorsqu'une manifestation avait envahi les jardins du rectorat de Nantes. Le préfet avait déclaré que le blessé n'avait rien de grave.

En Loire-Atlantique encore, une autre personne a été mutilée lors de la manif du 29 janvier. Après être rentré chez lui, il repart faire des courses, il sort du magasin et rencontre sa sœur à qui il conseille de s'éloigner des affrontements, c'est là qu'un objet lui arrive dans les pieds, la grenade assourdissante le blesse grièvement, depuis il a subi beaucoup d'opérations chirurgicales afin de sauver son pied, il a perdu 2 orteils.

En Corse lors d'une manif de soutien à Yvan Colonna à la suite du verdict du procès, un adolescent de 14 ans est atteint à la tête par un tir tendu de grenade lacrymogène. À la suite de quoi il s'est retrouvé dans le coma pendant plusieurs jours, mâchoire doublement fracturée, infection pulmonaire et œdème cérébral.

Et pour avoir un aperçu de ce qui nous attend et est en cours d'expérimentation dans ce labo de la répression occidentale qu'est Israël, il y a la mort de Bassem Abu Rahmeh en avril tué lors d'un rassemblement contre le mur à Bil'in par un tir de lacrymogène de 40 mètres alors qu'il parlait avec des journalistes.

Toute cette technologie mortifère nous rappelle la volonté de l'État de tout faire pour taire nos colères, les faire taire par un tir d'armes à feu comme en Grèce étant sans doute trop risqué symboliquement il s'agit de trouver des armes moins connues mais efficaces...

*ο δερβίσις*



